

Contribution pour le Séminaire préparatoire  
au Sommet Mondial pour le Développement Social  
(Copenhague, mars 1995)

**LE DÉVELOPPEMENT PEUT-IL ÊTRE SOCIAL ?**

*Pauvreté, chômage, exclusion  
dans les pays du Sud.*

**Royaumont, 9-11 janvier 1995**

**"L'INSERTION URBAINE ET LA CRISE EN AFRIQUE"**

Philippe/ANTOINE

**ORSTOM**

**MINISTÈRE  
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES**

Fonds Documentaire IRD



010024429

## L'INSERTION URBAINE ET LA CRISE EN AFRIQUE

(version provisoire)

Philippe ANTOINE

(ORSTOM- CEPED, Paris)

Aujourd'hui, en Afrique, près d'un habitant sur trois vit en ville. La croissance urbaine résulte pour une grande part des migrations, et il convient de s'interroger sur les modalités d'insertion en ville des migrants et migrantes. Le processus d'insertion urbaine est entendu ici comme un processus dynamique d'installation en ville, en particulier d'accès au travail et au logement. La crise qui touche fortement la plupart des capitales africaines entraînant un ralentissement de l'activité, l'arrêt de l'embauche par l'administration, la rareté de l'emploi salarié.

### MIGRATION ET INSERTION URBAINE

De nombreux migrants partent en ville à la recherche de revenus monétaires, afin de pouvoir investir dans leur localité d'origine; d'autres envisagent leur avenir dans la ville d'accueil. Les conséquences de ces migrations varient selon la nature de l'économie locale, les opportunités urbaines, et les dynamiques sociales en oeuvre. Une faible croissance migratoire peut cacher des flux importants à certains âges, et en particulier ceux des individus d'âges actifs. Dans bon nombre de capitales africaines le tiers des jeunes adultes est arrivé dans l'agglomération depuis moins de 5 ans.

#### L'accès au travail:

Les migrants d'origine rurale, dans leur majorité, n'ont pas les qualifications nécessaires pour prétendre aux postes du secteur moderne; mais en contrepartie, ils sont prêts à tous les travaux, et sont moins touchés par le chômage urbain que les natifs des villes. Cette forte disponibilité de main d'oeuvre contribue à maintenir la rémunération des travaux non qualifiés à un niveau très bas. La filière souvent exploitée est le secteur dit informel. Elle semble être la porte d'entrée privilégiée des migrants qui s'appuient sur différents réseaux relationnels omniprésents dans le contexte de la migration africaine. A Kinshasa, en 1981, 58% des migrants se déclaraient commerçants, et la plupart exerçaient des professions non salariées (LUTUTALA, 1987). On retrouve ce phénomène à Dakar où le commerce est la voie d'accès à l'emploi pour les moins instruits et pour ceux ayant un passé d'agriculteur (BOCQUIER, 1992).

La concentration de la population en ville est à elle seule génératrice de nombreux emplois: il faut nourrir, loger, habiller, transporter, éduquer, soigner... des milliers de personnes chaque jour. Des milliers d'emplois de service et de commerce de micro-détail, adaptés à la modicité des moyens des clients, sont ainsi induits par l'urbanisation. Ce secteur informel masque souvent le sous-

Fonds Documentaire IRD

Cote : B x 24429 Ex : unique

emploi et permet très rarement l'accumulation, mais assure la dépense quotidienne à de nombreuses familles.

La connaissance (ou non-connaissance) du français participe à la segmentation du marché du travail. Un des facteurs d'insertion professionnelle pour les migrants dans les capitales africaines francophones est la pratique du français: parler la langue du colonisateur conditionne l'accès au marché de l'emploi dans le secteur moderne, mais aujourd'hui, paradoxalement, le chômage est plus grand chez les diplômés qu'ils soient migrants ou non.

#### **L'accès au logement:**

La recherche d'un logement est l'un des objectifs du migrant, surtout lorsqu'il a une famille à charge. Dans de nombreux cas, le parcours est identique, et conduit le migrant du centre ville où il était locataire vers la périphérie où il cherche à acquérir une parcelle de terrain.

A Abidjan l'importance des flux migratoires entraîne une demande très forte de logements locatifs. Sept habitants sur dix résident dans l'habitat de cour légal ou illégal, habitat ayant surtout une fonction d'accueil des migrants (ivoiriens ou étrangers, sahéliens en particulier). De nombreux migrants étrangers résident dans l'habitat sommaire, des baraques dépourvues de commodités. Cet habitat de bidonville tend avec l'approfondissement de la crise, à abriter de plus en plus d'Ivoiriens.

#### **La vie de relations:**

Les processus migratoires s'enracinent souvent dans des traditions de mobilité spatiale qui remontent parfois à quelques générations. Le migrant est membre d'une communauté de parenté, de famille et de lignage souvent étendue, et laisse des membres de sa communauté dans le village pour en retrouver d'autres anciennement installés en ville. Il maintient, par conséquent, des liens plus ou moins forts avec son milieu d'origine. D'autre part les associations de ressortissants sont particulièrement actives en ville. Ces associations réunissent des originaires d'une même région ou d'un même village (O'DEYE, 1985). Ces associations jouent un rôle clé pour maintenir des liens privilégiés avec le milieu d'origine, ou éviter l'assimilation totale avec le milieu d'accueil, et renforcer le contrôle social comme dans le cas des jeunes femmes.

Les migrants occupant des postes de responsabilité en ville réinvestissent parfois, économiquement et socialement, dans leur région d'origine : participation à la construction d'écoles, de dispensaires, de nouvelles maisons, aux achats d'équipements agricoles, et également participation à la vie politique et sociale. Le maintien de relations avec le milieu d'origine entraîne d'importants flux financiers entre la ville et la campagne: à Abidjan 8% des revenus sont transférés en zone rurale; au Ghana, une étude plus ancienne de Caldwell relevait que 10% des revenus gagnés à Accra partent dans les villages (MAHIEU, 1989).

Les situations sont diverses suivant les pays, mais quelques traits forts se dégagent: l'ampleur de l'urbanisation, des flux migratoires continus de jeunes, une émigration qui ne touche pas seulement les campagnes mais aussi les villes de l'intérieur, une forte migration de jeunes scolaires, des migrations féminines qui prennent de l'ampleur. Très souvent, l'accueil est assuré par la parenté déjà installée en ville, avec pour conséquence une augmentation de la taille des ménages, et une accentuation de la charge par actif. Les relations avec la campagne sont plus ou moins importantes suivant les pays. Les possibilités de retour au lieu d'origine sont variables, bien souvent en fonction des potentialités agricoles de la zone de départ ou des opportunités de reconversion professionnelle.

## **L'INSERTION URBAINE A DAKAR**

### **La méthodologie**

L'agglomération dakaroise constitue un lieu d'observation privilégié des changements en milieu urbain. Ancienne capitale de l'A.O.F., devenue capitale du Sénégal indépendant en 1960, Dakar est devenue l'une des premières métropoles africaines de grande envergure. Sa population de 40.000 habitants en 1926 est passée à 132.000 en 1945. L'agglomération comptait 1.310.000 habitants en 1988 (dont environ 50 % dans sa banlieue Pikine), soit 19% de la population totale du pays et près de 50 % de la population urbaine du Sénégal. Cette concentration de la population va de pair avec une concentration des activités économiques (administration, services, industrie). Même si la croissance démographique de Dakar s'est ralentie, passant de 9 % pour la période 1955-61, à 4 % pour la période 1976-88, l'agglomération continue d'accueillir une grande part des migrants du pays. De nombreux problèmes se posent: les logements, les équipements urbains et les emplois ne suivent pas le rythme de la croissance démographique; plus de la moitié des actifs exercent dans le secteur informel, et le taux de chômage était estimé à 18,6% de la population active en 1989 [BOCQUIER, 1992].

L'objectif central de l'étude pluridisciplinaire entreprise à Dakar, par l'IFAN et l'ORSTOM, consiste à voir comment, dans un contexte d'aggravation de la crise économique que connaît le Sénégal, ont évolué les conditions et les modalités de l'insertion urbaine. Nous avons retenu trois composantes de l'insertion en ville: l'accès au travail, l'accès au logement, la constitution du ménage et son éventuel éclatement géographique.

L'analyse s'appuie sur un recueil détaillé des itinéraires résidentiels, professionnels et matrimoniaux, à l'aide d'un questionnaire biographique. En définitive, 1557 biographies ont été recueillies à Dakar au cours du dernier trimestre 1989, auprès d'un échantillon stratifié par sexe et par groupe d'âges. L'exploitation approfondie de cette enquête requiert une bonne maîtrise des méthodes d'analyse des biographies, méthodes qui font appel, d'une part aux tables de survie et d'autre part aux analyses de régression. On peut ainsi dégager les modalités qui accélèrent ou ralentissent le passage d'un état à un autre. Le recours à ce type d'analyse permet de prendre en

compte la dimension du temps dans l'analyse causale (BOCQUIER, 1992; COURGEAU et LELIEVRE, 1989).

### **Les effets de la crise:**

La crise a affecté les entreprises modernes plus que le reste de l'économie urbaine, mais il n'y a pas eu un transfert immédiat des emplois vers le secteur non-enregistré. Les conséquences sur l'emploi, de la crise touchant le secteur industriel, et de l'arrêt de l'embauche dans la fonction publique sont graves: le secteur moderne a cessé de devenir un débouché pour les jeunes, alors que dans le même temps le secteur informel n'a pas les capacités suffisantes pour accueillir les chômeurs, et le Sénégal n'offre guère d'opportunités de reconversion dans l'agriculture. Le secteur non-enregistré ne peut absorber en son sein toute la main-d'oeuvre qui, dans les conditions où elle a été formée, se serait orientée vers le secteur moderne en période de croissance économique. Par ailleurs, le secteur non-enregistré subit les contrecoups du ralentissement de l'activité: la consommation n'est plus assez forte pour soutenir la production, quel que soit le secteur, et réduit d'autant les possibilités de formation en apprentissage et d'embauche des salariés (BOCQUIER, 1992).

Dans ce contexte de raréfaction de l'emploi, la charge des chefs de ménages s'accroît contrastant avec la faiblesse des revenus et des ressources. Les divers éléments rassemblés permettent d'avancer que le chef de ménage, même âgé, contribue à l'entretien de l'ensemble du ménage, en prenant en charge une partie des dépenses du ménage. Les premiers résultats de cette enquête suggèrent que la crise conforte la dépendance des plus jeunes envers les aînés. La génération des 45-59 ans est peut-être celle qui déjà dans les années 60 faisait vivre ses parents; aujourd'hui c'est elle encore qui a la charge des personnes du ménage. La crise ne permet plus le transfert intergénérationnel des plus jeunes vers les aînés. Les jeunes vivent la crise, les aînés la supportent.

Même si le chef de ménage ne prend pas toujours en charge l'ensemble du ménage, il assure le logement et c'est déjà beaucoup dans une ville comme Dakar où le coût du logement est relativement important. La prééminence des chefs de ménage âgés parmi les propriétaires entretient l'illusion d'une situation moins tendue sur le marché immobilier que sur le marché du travail. Le manque de logements est flagrant à Dakar, dans un contexte où les migrations tendent à être permanentes, et où nombre de familles cherchent à posséder un terrain en ville pour construire. A Dakar, depuis les années 1960, les conditions d'accueil des migrants ont évolué: les familles sont de plus en plus sollicitées. Une famille dakaroise sur deux (et plus particulièrement les classes moyennes) accueille des migrants. La pénurie de logements ne concerne pas seulement les migrants. La situation est encore plus difficile pour les originaires de Dakar, qui accèdent plus tardivement à un logement. La taille moyenne des ménages s'accroît et atteint 9 personnes, l'âge des chefs de ménage s'élève, et la densité d'occupation des logements augmente. L'augmentation de la taille des ménages résulte surtout d'un départ plus tardif des jeunes, et des jeunes dakarois en particulier, du logement des parents (ANTOINE et al, 1992).

Absence de travail et manque de logements se conjuguent pour freiner le mariage des jeunes hommes, qui prennent de plus en plus tard la responsabilité d'une famille: à 35 ans seulement 30% des hommes sont chef de ménage. La crise perpétue et accroît la dépendance des jeunes envers les aînés.(DJIRE, 1993). Le système de la grande concession familiale qui se reproduit en ville, amoindrit les tensions sur le marché immobilier. Le marché locatif semble de moins en moins adapté à la structure des ménages, et à la demande des jeunes générations.

Face à la crise et aux incertitudes, de nouvelles structurations sociales apparaissent et s'ajoutent aux formes de sociabilité anciennes. L'étude des formes multiples de sociabilité (FALL, 1991) conduit à mettre en relief l'efficacité des réseaux urbains, notamment les réseaux de voisinage, les réseaux religieux confrériques, les réseaux politiques et les réseaux familiaux. De tels réseaux ne sont pas nécessairement le prolongement en ville des réseaux villageois. Leur émergence répond à des spécificités propres aux besoins d'insertion urbaine et de sociabilité dans l'agglomération de Dakar. Nous avons observé dans le fonctionnement des réseaux sociaux la permanence du cumul des fonctions traditionnelles et des fonctions nouvelles émergeant avec l'évolution sociale urbaine dont les acteurs se distinguent par leur élan à forger des rapports sociaux reflétant leurs besoins propres. A mesure que se prolonge le séjour en ville, les pôles d'intérêt relationnel du migrant se multiplient. A Dakar, par exemple, le quartier est un cadre de brassage social, et peu de gens y connaissent le vide relationnel: regroupements, associations, tontines se mettent en place et vivifient les relations de voisinage (FALL, 1991). Le processus d'insertion se traduit par un passage de réseaux à fondements villageois à des réseaux plus spécifiquement urbains.

## CONCLUSION:

Nos premiers résultats, en ce qui concerne Dakar, nous ont amené à constater que ce sont les jeunes nés en ville qui subissent le plus la crise, et que la migration n'est pas le critère le plus discriminant. Les années 90 s'ouvrent à Dakar sur un marché du travail saturé faute d'offres d'emploi, et sur un marché immobilier mal adapté à la demande du plus grand nombre. Les inégalités d'accès aux ressources s'accroissent au sein même des ménages. Les orientations du Plan d'Ajustement Structurel au Sénégal, en compressant les ressources tirées du secteur moderne, ne laissent pas présager une issue positive à la crise.

La croissance urbaine va se maintenir dans les pays africains, mais dans un contexte de marginalisation d'une partie de plus en plus importante de la population urbaine, phénomène accentué par les effets des programmes d'ajustement structurel. Les réseaux sociaux de solidarité et la parenté ont de plus en plus de mal à amortir les effets des compressions d'emplois et de réduction des revenus. La crise que traversent plusieurs pays tant sur le continent, que dans les pays du Nord, s'accompagne de fortes poussées xénophobes, et rend plus problématique l'insertion dans un pays étranger, africain ou non. Malgré toutes ces incertitudes, les migrations vont se poursuivre en se réorientant et en prenant d'autres formes.

## BIBLIOGRAPHIE

ANTOINE Ph., O. BARBARY, Ph. BOCQUIER, A.S. FALL, Y.M. GUISSÉ, J. NANITELAMIO, A. DIOP, 1992: L'insertion urbaine: le cas de Dakar. Compte rendu recherche MRT 88L0473. IFAN-ORSTOM, Dakar, Mars 1992, 230 p multigr.

ANTOINE Ph., Ph. BOCQUIER, A.S. FALL, Y.M. GUISSÉ, 1992: Etude de l'insertion urbaine des migrants à Dakar. Présentation de la méthodologie d'enquête in "La ville en mouvement: Habitat et Habitants", édité par E. LELIEVRE et C. LEVY-VROELANT, L'Harmattan, Paris, pp 247-257.

ANTOINE Ph. COULIBALY S., 1989: L'insertion urbaine des migrants en Afrique. Actes du séminaire CRDI-ORSTOM-URD. Editions de l'ORSTOM Paris 1989, 242 p.

BOCQUIER Ph., 1992: L'insertion et la mobilité professionnelles à Dakar, Thèse de Doctorat en Démographie, Université Paris V - René Descartes - Sorbonne, 375p.

COURGEAU D. et LELIEVRE E., 1989. Analyse démographique des biographies, Editions de l'INED, Paris.

DJIRE M., 1993: Un aspect de la dynamique de la nuptialité en milieu urbain: l'entrée des hommes en première union à Dakar (Sénégal). Mémoire de maîtrise, Département de démographie, Université de Montréal, 118 p + annexes.

FALL A. S., 1991: Réseaux de sociabilité et insertion urbaine dans l'agglomération de Dakar, Thèse de doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle de sociologie à la Faculté des lettres et des sciences humaines, Université Cheikh Anta Diop, Dakar-Sénégal, 1991, 280 p. et 420 p. annexes.

LUTUTALA M., 1987: Dynamique des migrations au Zaïre- Le réseau de Kinshasa. Département de Démographie, Université de Montréal, Collection Thèses et Mémoires N°17, 428 p.

MAHIEU F.R., 1989: Transferts et communauté africaine. Stateco, INSEE, Paris, juin-septembre N° 58-59 pp. 107-136.

O'DEYE M., 1985: Les associations en villes africaines: Dakar, Brazzaville. L'Harmattan, 125 p.